

De : Mathias.Meillard@unil.ch
Objet : Travail universitaire
Date : 1 juillet 2011 12:23:48 GMT+02:00
À : info@cgas.ch
▶ 1 pièce jointe, 2.4 Mo

Bonjour,

Comme promis, je vous envoie mon travail (université de Lausanne) sur la grève des mineurs anglais de 1984 et l'opinion publique suisse. Les archives du CGAS que vous m'avez laissé consulter m'ont été très utiles! Je vous remercie une fois de plus pour votre aide très appréciée. Le travail ci-joint était accompagné d'un dossier de sources que je n'ai malheureusement pas réussi à scanner...

Voilà,

Merci encore pour ces archives,

Meilleures Salutations,

Mathias Meillard.



[PDF grève D....pdf \(2.4 Mo\)](#)

Université de Lausanne
Année académique 2010-2011
Séminaire d'histoire contemporaine:
Prof. Nelly Valsangiacomo
Ass. Carole Villiger

**Ouvrier-ère-s en mouvement. Sociabilités, actions, militances
au courant du XXème siècle.**



**La grève des mineurs anglais et l'opinion publique suisse
(1984)**

image tirée du site : www.socialistworker.co.uk

Problématique:

En mars 1984, la Grande-Bretagne voit éclater une grève des mineurs qui va prendre une ampleur gigantesque et qui va choquer l'opinion publique aussi bien en Angleterre que dans les pays étrangers. Ce n'est certes pas la première fois que le gouvernement britannique doit faire face à la puissante National Union of Mineworkers (NUM); en effet les mineurs et leur syndicat ont déjà eu recours à la grève pour faire valoir leurs revendications tant bien au niveau salarial qu'au niveau des conditions de travail. La NUM était un syndicat très puissant, il avait une influence certaine aussi bien au sein de l'ensemble des syndicats qu'au sein du parti travailliste. Ce syndicat a une réputation d'invincibilité, son influence sur la vie politique, économique et sociale du pays est plus que certaine; il est même perçu comme la seule organisation pouvant faire face à la nouvelle politique sociale du gouvernement Thatcher.

Cependant, cette grève de 1984 fut très différente de ce à quoi les britanniques et le gouvernement étaient habitués, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement les causes de la grève ne furent pas des revendications salariales ou sur les conditions de travail, mais bien plutôt une résistance contre la restructuration de l'industrie et pour la sécurité de l'emploi. En effet, les syndicats se sont heurtés de plein fouet aux changements du contexte économique et politique général, ainsi qu'au choix énergétiques du pays. De plus, cette grève ne dura pas loin d'une année complète et elle a engendré des confrontations violentes entre les mineurs et la police et même entre les mineurs eux-même. Les femmes ont pour la première fois participé concrètement à la grève en s'organisant et en créant des organisations (Women Against Pit Closures) pour faire face au manque d'argent et de ressources. Autant d'aspects particuliers qui ont suscité un intérêt certain de la part des médias et de l'opinion publique de nombreux pays.

Les médias ont souvent présenté le conflit comme un duel entre les deux fortes figures en opposition; d'un côté Margaret Thatcher, la fameuse « Dame de Fer » représentante d'un gouvernement stricte et dur, et de l'autre Arthur Scargill, ancien président d'un puits et président de la NUM, farouche militant syndicaliste (et pour certains marxiste). En réalité, le conflit qui a tant perturbé la Grande-Bretagne fut bien plus compliqué qu'un affrontement entre deux personnalités bien décidées à l'emporter; il s'agit d'un combat presque idéologique qui s'inscrit dans un contexte dans lequel la société évolue.

Le but de ce travail sera d'analyser la perception de l'opinion publique et les répercussions que cette grève a eu en Suisse. En effet, on peut se demander si les syndicats ont soutenu leurs « camarades » et si tel est le cas, comment ils s'y sont pris. Car la grève des mineurs britanniques dénonce une tendance au recul du syndicalisme, à la diminution de l'influence des syndicats et des ouvriers au sein du monde politique. Est-ce que ce mouvement a influencé le programme des syndicats? Comment les médias ont-ils présenté cette grève? Quel échos a-t-on reçu de cette grève en suisse, comment l'opinion publique suisse s'est-elle située par rapport à ce conflit qui a été très médiatisé? Les mineurs anglais ont-ils reçu un soutien de la part des suisses, ou au contraire encourageait-on la répression du gouvernement Thatcher? Cette grève a-t-elle eu des conséquences sur le monde syndical suisse?

Bibliographie:

Articles de journaux :

- Gazette de Lausanne, *Affrontement devant un puits de mine : 18 blessés*, 22 août 1984
- Gazette de Lausanne, *GRÈVES DES MINEURS Mme Thatcher en première ligne*, 24 juillet 1984.
- Gazette de Lausanne, *Le temps joue contre M. Scargill*, 21 juin 1984
- Gazette de Lausanne, *MINEURS ANGLAIS Le largage*, 5 mars 1985.
- Gazette de Lausanne, *MINEURS ANGLAIS Mais pourquoi cette grève?*, 19 octobre 1984.
- Journal de Genève, *Charbon britannique, un brillant avenir*, 17 octobre 1984
- Journal de Genève, *Grève des mineurs: vote national remis à plus tard*, 13 avril 1984.
- Journal de Genève, *Grèves: le deuxième front*, 12 juillet 1984.
- Journal de Genève, *M. Scargill a perdu la partie*, 24 Janvier 1985
- journal de Genève, *La « Dame de fer » s'en prend au syndicat des mineurs*, 13 octobre 1984
- Journal de Genève, *Les mineurs reprennent le travail en masse*, 26 février 1985
- Journal de Genève, *Retour à la mine*, 5 Mars 1985
- Journal de Genève, *SYNDICALISME René Carron s'en prend au « thatchérisme »*, 14 décembre 1984.
- Journal de Genève, *SYNDICATS La femme d'Arthur Scargill débarque à Genève.*
- Le Monde diplomatique, *La longue grève des mineurs Britanniques*, janvier 1985.
- TSR, Temps Présent, *La grève la plus dure*, 29.11.1984.
- Neue Zürcher Zeitung, *Teure Arbeitslose*, 3 Octobre 1984
- Neue Zürcher Zeitung, *Scargills mit des Justiz*, 4 Octobre 1984
- Neue Zürcher Zeitung, *Radikalisierung Labours am Parteitag in Blackpool*, 6-7 octobre 1984
- Neue Zürcher Zeitung, *Parteitag der Britischen Konservativen*, 8 octobre 1984
- Neue Zürcher Zeitung, *Der Grubenkonflikt Heuptthema bei den Tories*, 10 octobre 1984

- Neue Zürcher Zeitung, *Scargills Konfrontation mit des Justiz*, 11 octobre 1984
- Neue Zürcher Zeitung, *Neue Verhandlungen im Britischen Grubenkonflikt*. 12 octobre 1984
- Neue Zürcher Zeitung, *Scargills Konfrontation mit des Justiz*, 4 décembre 1984
- Neue Zürcher Zeitung, *Zermübungskampf um Britische Zechen*, 12 décembre 1984
- Neue Zürcher Zeitung, *Freundliche Worte Gorbatschews in London* » 17 décembre 1984

Articles de journaux syndicaux :

- La Lutte Syndicale, *Rien n'est jamais acquis...*, 14 mars 1984
- La Lutte Syndicale, *Faire grève pour garder le droit de travailler*, 20 juin 1984
- La Lutte Syndicale, *L'affaire de Cheltenham*, 22 août 1984
- La Lutte Syndicale, *De la houille aux montagnes grisonne*, 5 septembre 1984
- La Lutte Syndicale, *Congrès des syndicats britanniques : priorité à l'unité*, 19 septembre 1984
- La Lutte Syndicale, *Violences*, 31 octobre 1984
- La Lutte Syndicale, *Pouvoir contre syndicats*, 7 novembre 1984
- La Lutte Syndicale, *De l'aide pour l'hiver*, 5 décembre 1984
- La Lutte Syndicale, *Société moderne en crise : l'adieu au syndicalisme ?*, 13 mars 1985
- La Lutte Syndicale, *Honneur aux mineurs britanniques*, 3 avril 1985

Articles de *La Brèche*¹ :

- La Brèche, *A maigrir trop vite, on risque la syncope*, 6 juillet 1985
- La Brèche, *Avec les mineurs Anglais*, 3 novembre 1984
- La Brèche, *Hooligans et Dame de fer*, 8 juin 1985
- La Brèche, *l'alternative des mineurs britannique*, 2 février 1985
- La Brèche, *Les comptes ne sont pas réglés*, 16 mars 1985
- La Brèche, *Les gueules noires contre Maggie*, 9 juin 1984

1 Organe bimensuel de Parti Socialiste Ouvrier (PSO) et de la Ligue Marxiste Révolutionnaire (LMR)

- La Brèche, *Les Gueules Noires de l'ennemi intérieur*, 22 septembre 1984
- La Brèche, *Les mineurs défendent le syndicalisme*, 15 décembre 1984
- La Brèche, *Pour l'Europe des 35 heures !*, 23 juin 1984
- La Brèche, *Solidarité avec les mineurs !*, 25 août 1984
- La Brèche, *Tournée de solidarité avec les mineurs Britannique*, 19 janvier 1985
- La Brèche, *Une années de lutte*, 2 mars 1985
- La Brèche, *Vers la grève générale ?*, 8 septembre 1984

Archives de l'Union des Syndicats du Canton de Genève (USCG)² :

- Archive du « Comité de Soutien aux Mineurs Britanniques » : Correspondance de l'USS au comité de soutien. Genève, 17 Octobre 1984
- Archive du « Comité de Soutien aux Mineurs Britanniques » : Meeting de soutien à la grève des mineurs de Grande-Bretagne. Genève, décembre 1984
- Archive de « Solidarité avec les Mineurs Britanniques (suisse) » : Appel pour une « Journée d'action en suisse » Genève, 3 Janvier 1985
- Archive du « Comité de Soutien aux Mineurs Britanniques » : Communiqué. *Mineurs de Grande Bretagne : La lutte et le soutien financier franchissent une nouvelle étape. Genève, le 11 mars 1985*
- Archive du « Comité de Soutien aux Mineurs Britanniques » : Communiqué concernant conférence et meeting. Genève, le 18 mars 1983
- Archive du « Comité de Soutien aux Mineurs Britanniques » : *Mineurs Britanniques : La lutte et la solidarité continuent. Meeting avec Betty Cook et Ann Scargill.*
- Archive « Comité européen pour la défense des réfugiés et immigrés » : *Solidarité avec les mineurs anglais*, Genève, le 30 juillet 1984.
- Archive du « Comité de Soutien aux Mineurs Britanniques » : correspondance de la NUM au comité de soutien au mineurs Britanniques. Lettre du 3 novembre 1984
- Archive du « Comité de Soutien aux Mineurs Britanniques » : Lettre du Syndicat Suisse des Services Publics aux organisations syndicales du canton de Genève. 16 novembre 1984.
- Archive du « Comité de Soutien aux Mineurs Britanniques » : Livret d'information : *140'000 mineurs en grève depuis mars '84 POURQUOI ?*

2 Désormais Communauté Genevoise d'Action Syndicale (CGAS). Rue des Terreaux-du-Temple 6 1201 Genève
Toutes ces archives parviennent du carton « Divers 1984-1985 ».

- Archive du « Comité de Soutien aux Mineurs Britanniques » : Dossier contenant bilan, procès-verbaux et communiqué de presse du Comité. Janvier 1985
- Archive du « Comité de Soutien aux Mineurs Britanniques » : Lettre de deux femmes de mineurs.

Ouvrages :

- BECKETT Francis, HENCKE David, *Marching to the fault line : the 1984 miners' strike and the death of industrial Britain*, London, Constable, 2009.
- BLASER Fritz, *Bibliographie de la presse suisse*, Basel, Birkhäuser, 1956-1958.
- BURGI, Noëlle, *L'Etat britannique contre les syndicats*, Paris, Kimé, 1992.
- EYRAUD, Corinne, LAMBERT, Guy (dir.), *Filmer le travail - film et travail : cinéma et sciences sociales*, Aix-en-Provence, Publication de l'Université de Provence, 2009.
- GOUIFFÈS Pierre-François, *Margaret Thatcher face aux mineurs : 1972-1985, treize années qui ont changé l'Angleterre*, Toulouse, Privat, 2007.
- GROUX Guy, PERNOT, Jean-Marie, *La grève*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.
- LAUNAY Michel, *Le syndicalisme en Europe*, Paris, Imprimerie nationale, 1990.
- LERUEZ Jacques (dir.), *Le Thatcherisme : doctrine et action*, Paris, La Documentation française, 1984.
- MARSH Arthur, RYAN Victoria, SMETHURST, John B., *Historical directory of trade unions*, Westmead, Aldershot Hants, Gower (Ashgate), cop. 1980-2009
- MC IVOR, Arthur, JOHNSTON Ronald, *Miners' lung : a history of dust disease in British coal mining*, Aldershot, Ashgate, 2007
- NOIRIEL Gérard, *Les ouvriers dans la société française*, Paris, Seuil, 2002, (1986).
- THATCHER, Margaret, *Mémoires*, Paris, A.Michel, 1993-1995.

Articles :

- CARBY-HALL, Jo, « Grève et action collective en Grande-Bretagne » in *Revue internationale de droit comparé*, Vol. 55, No. 3, 2003.
- GIER-VISKOVA TOFF, Jaclyn, PORTER Abigail, « Women of the British Coalfields on Strike in 1926 and 1984: Documenting Lives Using Oral History and Photography » in *Frontiers: A Journal of Women Studies*, Vol. 19, No. 2, Varieties of Women's Oral History, 1998.

- LERUEZ, Jacques, « Syndicalisme et politique : les syndicats britanniques face au gouvernement conservateur, 1970-1974 » in: *Revue française de science politique*, 25e année, n°5, 1975. pp. 919-945.
- LERUEZ, Jacques, BURGI-GOLUB, Noëlle, « La grève des mineurs britanniques (mars 1984 – mars 1985) » in *Revue française de science politique*, 36ème année, No. 5, 1986.
- MINFORD, Patrick, « La politique économique de Margaret Thatcher, 1979-1986 » in *Politique étrangère*, No. 4, 1986.
- WINTERTON, Jonathan, « The 1984-85 Miners' Strike and Technological Change », in *The British Journal for the History of Science*, Vol. 26, No. 1, Energy and Society, Mar. 1993.

Plan:

1. Contexte économique et politique de l'Angleterre avant la grève de 1984

- 1.1 Les conflits nationaux de 1972 et 1974
- 1.2 Margaret Thatcher : Une politique néo-libérale et « anti-syndicale ».

2. La grève de 1984-1985 : Une grève particulière

- 2.1 un affrontement inévitable
- 2.2 La grève de 1984 : un symbole fort

3. La grève de 1984 perçue en Suisse :

- 3.1 les journaux romands et l'opinion publique
- 3.2 Et du côté suisse-alémanique
- 3.2 Le Temps Présent
- 3.3 La presse syndicale et « révolutionnaire »
- 3.4 Comité de soutien : les syndicats sont-ils solidaires ?

4. Conclusion

1. Contexte économique et politique de l'Angleterre avant la grève de 1984

La grève des mineurs britanniques de 1984-1985 s'inscrit dans un contexte très important pour l'histoire du monde ouvrier et syndical. Il est donc impératif de revenir sur ce dernier afin de saisir les réels enjeux de cette grève, mais principalement afin de pouvoir donner du sens aux recherches menées sur l'opinion publique suisse, pour comprendre les réactions et les prises de position tant des journaux que des organisations syndicales ou politiques. En effet, ce conflit fut beaucoup traité dans les médias; cela est principalement dû à la longueur inhabituelle du conflit ainsi qu'aux affrontements parfois spectaculaires engendrés entre mineurs et forces de l'ordre. Cependant, ces deux aspects ne suffisent pas à expliquer l'important retentissement qu'a eu cette grève en Suisse. Cette partie, analysant plus en détail le contexte dans lequel la grève des mineurs britanniques apparaît et les enjeux qu'elle soulève, aura pour but d'apporter les clés de compréhension de ce retentissement.

1.1 Les conflits nationaux de 1972 et 1974

En Grande-Bretagne, dès la fin de la deuxième guerre mondiale, le pouvoir des syndicats était certain dans le domaine de l'action collective et au sein du monde politique³. A de nombreuses reprises, le gouvernement britannique (qu'il soit entre les mains des travaillistes ou des conservateurs) a dû prendre en compte les revendications des travailleurs et des syndicats qui le mettaient sous pression par des grèves importantes et influentes. En effet, le rapport entre le gouvernement et les syndicats a souvent été influencé par d'importantes grèves, dans des secteurs importants, tels que le milieu des cheminots, des employés du service public, des postiers, des marins, des dockers (chargés de décharger les navires) ou encore des mineurs, tant de secteurs décisifs pour le bon fonctionnement du pays⁴. La culture syndicale en Grande-Bretagne est par conséquent très spécifique et plus particulièrement celle du NUM (National union of Mineworkers), le syndicat des mineurs. En effet, les mineurs ont développé une identité qui leur est propre, leur syndicat est devenu une organisation très influente dans le monde de la politique et, par leurs moyens de revendication (grève des heures supplémentaires, grève générale, piquets de grève) ils ont su se faire entendre. La grève de 1984-1985 fut précédée de deux grèves relativement proches l'une de l'autre : le gouvernement se voit obligé de traiter avec l'importante NUM en 1972 et 1974 sous la pression des grèves menées par les mineurs. Cependant, ces deux grèves se différencient par de nombreux aspects de celle étudiée dans le présent travail.

Les années soixante en Grande-Bretagne voient apparaître un climat relativement tendu entre les organisations syndicales et le gouvernement ainsi qu'une « radicalisation des attitudes ouvrières »⁵. En effet, on constate (dès la fin de la deuxième guerre mondiale) une augmentation des grèves; celles-ci se font plus bloquantes et cela devient pour le gouvernement britannique un enjeu majeur. Les syndicats bénéficient d'un contexte juridique favorable, qui assure une protection tant pour les syndicats que pour des organisateurs des grèves, c'est pourquoi celles-ci deviennent l'instrument de pression par excellence. La majeure partie des revendications exigent une augmentation salariale, elles sont suscitées par la situation économique inflationniste du pays, mais le gouvernement a de plus en plus de peine à satisfaire cette demande. Néanmoins, les années soixante développent

3 CARBY-HALL, Jo, « Grève et action collective en Grande-Bretagne » in *Revue internationale de droit comparé*, Vol. 55, No. 3, 2003, p. 578

4 LERUEZ, Jacques, « Syndicalisme et politique : les syndicats britanniques face au gouvernement conservateur, 1970-1974 » in: *Revue française de science politique*, 25e année, n°5, 1975. pp. 926-927.

5 LERUEZ, Jacques, op. cit., pp. 920

(parallèlement à cette radicalisation de la gauche) une prise de conscience par rapport aux syndicats : ceux-ci ont trop de pouvoir. Comme nous le verrons, cette conscience ne cessera d'évoluer jusque dans les années huitante⁶. Ces deux grèves de 72 et 74 apparaissent donc déjà dans un climat où les relations gouvernement-syndicats sont très tendues et dans lequel le pouvoir des syndicats est fortement contesté (bien que ces derniers voient paradoxalement leur effectif augmenter de manière croissante). En 1969 le gouvernement travailliste de Harold Wilson, député travailliste et Premier Ministre entre 1964-1970 et entre 1974-1976, lance une tentative afin de réglementer le droit de grève et la vie interne des syndicats : *In Place of Strife : a Policy for Industrial Relations*. Cela provoque des dissensions au sein même du parti travailliste et une crise entre le Parti Travailliste et les syndicats. Mais grâce à la pression des états-majors syndicaux, cette tentative échoue, le contexte est défini : l'opinion publique est de plus en plus hostile aux pouvoirs des syndicats, le gouvernement tente de légiférer, mais les organisations syndicales luttent contre toute forme de réforme et pour le maintien de leur autogestion. Les confrontations menées à gauche par rapport à cette réforme du droit syndical ont joué en défaveur du parti travailliste, qui se voit perdre la gouvernance en 1970, malgré les sondages favorables.

Edward Heath est donc élu en tant que Premier Ministre, il mène une politique libérale prévoyant une baisse des impôts et des dépenses publiques. Dans un contexte où le pouvoir des syndicats est contesté, Heath ne va pas manquer de faire de la question syndicale une priorité : les immunités des syndicaux sont encadrées et il renforce les sanctions contre les organisateurs de grève. De plus, l'État peut désormais intervenir dans les conflits du travail; cependant durant les années du gouvernement Heath, les grèves sont nombreuses et le gouvernement, impuissant, se voit souvent obligé de plier face aux exigences des grévistes. Au début de l'année 1972, après des discussions infructueuses entre la NUM et le NCB (la direction des charbonnages), les mineurs commencent activement une grève nationale votée par la NUM. Le terrain de bataille sera, fidèlement au contexte, celui des revendications salariales. L'objectif de Arthur Scargill, farouche mineur militant, était claire : lutter contre le gouvernement Heath en bloquant tous les centres énergétiques (centrales thermiques, dépôts de coke et de charbon, points d'approvisionnement), les déplacements de charbon sont vite interrompus et les centrales électriques à charbon sont bloquées rapidement⁷. Bien que les mineurs soient partis perdant dans ce conflit (ils ne représentaient plus les terribles soldats du prolétariat et leur puissance avait faibli) et que le gouvernement soit parti confiant⁸, la situation électrique du pays se détériora très rapidement, l'efficacité des piquets de grèves menés par les mineurs était redoutable : plus de lumière, plus de cuisinière, plus de signalisation routière, les machines à écrire électroniques ne fonctionnent plus, le chauffage non plus. La police est inefficace contre ces piquets de grève qui bloquent complètement tout le secteur électrique du pays, le gouvernement manque de soutien (tant de la part de la population que de celle des organisations patronales). Le gouvernement accepte finalement les revendications du NUM, qui, étant en position de force, profite pour en rajouter d'avantage. Le 19 février, le NUM accepte les accords et les piquets de grève sont levés, les centrales reprennent le travail.

C'est une victoire énorme des mineurs et du syndicalisme sur le gouvernement Heath, qui change radicalement son programme : il abandonne la philosophie libérale afin d'augmenter la croissance du pays, le nouveau budget prévoit une augmentation des dépenses publiques et une baisse des impôts. De plus, Heath va s'investir personnellement dans des réunions avec les syndicats afin de retrouver une relation constructive : c'est un changement radical. Cependant, malgré cette victoire

6 GOUIFFÈ Pierre-François, *Margaret Thatcher face aux mineurs : 1972-1985, treize années qui ont changé l'Angleterre*, Toulouse, Privat, 2007, p. 44-45

7 GOUIFFÈ Pierre-François, op. cit., pp. 59-63

8 LERUEZ, Jacques, « Syndicalisme et politique : les syndicats britanniques face au gouvernement conservateur, 1970-1974 » in: *Revue française de science politique*, 25e année, n°5, 1975. p.924

irréfutable du NUM, la situation ne se stabilise guère : des discussions ont certes été menées afin de trouver une politique des revenus qui satisfassent les mineurs, mais le choc pétrolier va chambouler ce climat.

En 1973, on assiste à un quadruplement du prix du baril de pétrole; ce choc va provoquer une réduction de la croissance du pays et du même coup relancer l'inflation et anéantir les projets de politique des revenus⁹. Le conflit entre les mineurs et le gouvernement, malgré la volonté de la part des deux parties de ne pas s'affronter à nouveau, reprend. Cette crise du pétrole va dynamiser à nouveau l'importance du charbon, qui régressait constamment face à un pétrole peu cher. Les mineurs vont donc profiter de ces circonstances économiques afin de revendiquer sur un certain nombre de points, notamment une augmentation salariale. Une grève des mineurs reprend donc en 1974 parallèlement aux élections. Le pouvoir des syndicats est si grand que l'opposition du parti conservateur est plutôt le syndicalisme radical que le parti travailliste. Finalement, le travailliste Harold Wilson est élu et le nouveau gouvernement met fin à la grève des mineurs en concluant, en mars 1974, un accord avec le NUM accordant aux mineurs une forte augmentation des salaires, le paiement des heures supplémentaires perdues lors de la grève ainsi que d'autres avantages¹⁰. Il s'agit donc d'une deuxième victoire du syndicat des mineurs, engendrée cette fois, non pas par l'efficacité des piquets de grève mais bien plutôt par le résultat des élections. Le plan charbonnier de 1974 est mis en œuvre avec pour but de rendre le charbon britannique plus concurrentiel et d'améliorer les conditions de travail des mineurs dans certains puits très dangereux¹¹. Ces deux victoires successives du NUM changent le statut, ou du moins l'image, de ce syndicat : il est désormais puissant. Le prix du pétrole qui augmente laisse croire que le charbon deviendra le principal combustible pour les centrales électriques, processus qui serait bien évidemment favorable pour les mineurs. De plus, ces deux conflits ont renforcé la gauche du syndicat et fait de ces dirigeants, notamment Scargill, de fortes personnalités médiatisées.

1.2 Margaret Thatcher : Une politique néo-libérale et « anti-syndicale ».

L'aperçu de ces deux conflits est essentiel pour saisir concrètement l'éclatement de la grève de 1984 : premièrement ces deux conflits, très proches de la grève de 1984, ont fait du syndicat des mineurs un organisme extrêmement important et confiant, ce qui l'encouragera probablement à lancer la grève de 84. Deuxièmement, ces affrontements ont mis en scène les personnages clés de la grève étudiée dans ce travail : Arthur Scargill, militant radical qui deviendra, en 1981, le président du NUM et surtout Margaret Thatcher, ministre de l'éducation et de la science au sein du gouvernement Heath et qui n'oublia certainement pas les deux déconfitures que subit le gouvernement conservateur face aux mineurs. Et finalement, on comprend, par ces deux conflits, le climat dans le lequel la grève de 84 éclate : pouvoir syndical contesté, changements technologiques et énergétiques émergeant et surtout situation économique du pays en crise.

Avant l'arrivée de Madame Thatcher au pouvoir, le second mandat de Wilson voit apparaître une forte augmentation du chômage ainsi que de l'inflation (15%); la puissance syndicale est à son apogée, avec une montée en force de son leader : Scargill¹². La situation économique du pays est catastrophique, l'Angleterre n'est plus la puissance qu'elle était par le passé : elle est surnommée

9 GOUIFFÈ Pierre-François, *Margaret Thatcher face aux mineurs : 1972-1985, treize années qui ont changé l'Angleterre*, Toulouse, Privat, 2007, p. 75

10 LERUEZ, Jacques, « Syndicalisme et politique : les syndicats britanniques face au gouvernement conservateur, 1970-1974 » in: *Revue française de science politique*, 25e année, n°5, 1975. p.943

11 LERUEZ, Jacques, BURGI-GOLUB, Noëlle, « La grève des mineurs britanniques (mars 1984 – mars 1985) » in *Revue française de science politique*, 36ème année, No. 5, 1986, p.650

12 GOUIFFÈ Pierre-François, op. cit., pp.97-118

« l'homme malade de l'Europe ». Mais l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en 1979 change radicalement cette situation ; en effet, dès les premières années de son mandat, l'immunité des syndicats est révisée ainsi que le droit de grève¹³. En menant une politique fortement « anti-syndicale », elle montre non seulement son envie de lutter contre le pouvoir syndical¹⁴ (en le ramenant dans les limites de la loi) mais elle satisfait aussi une opinion publique qui pense, de plus en plus, que les syndicats ont trop de pouvoir et que les grèves sont intolérables. La médiocrité de la situation économique est imputée aux syndicats, la politique de Madame Thatcher montre une volonté d'améliorer la situation en diminuant fortement le pouvoir syndical sur l'économie. On comprend donc bien que l'arrivée de Thatcher au pouvoir représente une volonté de réforme syndicale stricte¹⁵.

De plus, la politique de Madame Thatcher se présente comme une rupture nette avec les idéologies du précédent gouvernement : elle prône la privatisation, une économie libre et un désengagement certain de l'Etat dans le secteur de l'économie, c'est le début d'une politique néo-libérale en Angleterre. Afin de remédier à la situation économique catastrophique, la politique menée par Thatcher vise à réduire les dépenses publiques, à lutter contre l'inflation en intégrant des taux d'intérêt élevés ainsi qu'en ouvrant le secteur économique aux capitaux étrangers et surtout en mettant un terme aux subventions des entreprises non rentables telles que les puits de charbon¹⁶. Cette politique va donc à l'encontre d'une sauvegarde de l'industrie, elle vise à une restructuration complète de celle-ci, nécessitant évidemment des mesures sévères telles que des licenciements en masse. Tant de mesures que les syndicats ainsi que Arthur Scargill (qui rappelons-le se verra prendre la direction du NUM en 1981) n'apprécient guère ; les prémices du conflit apparaissent nettement.

Il est de mon point de vue crucial de saisir le contexte dans lequel s'inscrit cette grève, particulièrement les enjeux qui se jouent avec la politique de Madame Thatcher pour l'industrie du charbon et le monde du travail, pour comprendre (comme nous le verrons) la répercussion qu'a eu cette grève en Suisse ainsi que les prises de position à ce sujet. Car la politique de Madame Thatcher contraste avec celle des principaux autres pays européens de l'époque, qui tentent plutôt de sauver l'industrie. On comprend donc que les événements britanniques des années 80' (fortement médiatisés) peuvent avoir une influence, un impact, sur le développement de l'industrie et sur le monde du travail dans toute l'Europe ; c'est là un élément clé pour la compréhension, selon moi, de l'opinion publique suisse, mais de manière générale, européenne.

2. La grève de 1984-1985 : Une grève particulière

2.1 un affrontement inévitable

Face à la politique néo-libérale de Madame Thatcher, Arthur Scargill, taxé de nombreuses fois de marxiste (peut-être à juste titre), désire mener une politique révolutionnaire dont l'effondrement du gouvernement Thatcher se présente comme une condition sine qua non au départ. En effet, la présidence de Scargill fait du NUM le syndicat le plus à gauche du pays, considéré comme le seul à pouvoir s'opposer au gouvernement conservateur en place. La position du NUM est claire : pas de fermetures de puits. A de nombreuses reprises, durant les années précédant la grève de 1984, le

13 CARBY-HALL, Jo, « Grève et action collective en Grande-Bretagne » in *Revue internationale de droit comparé*, Vol. 55, No. 3, 2003, pp. 579-580

14 Cette envie est très claire ; les propos de Madame Thatcher sont sans équivoque, elle parle « d'ennemi intérieur ».

15 MINFORD, Patrick, « La politique économique de Margaret Thatcher, 1979-1986 » in *Politique étrangère*, No. 4, 1986, pp. 1021-1023

16 MINFORD, Patrick, op. cit., pp. 1015-1021

président du NUM tente de lancer une grève générale, mais à chaque fois, il échoue. Face à cette forte tête, le gouvernement place Ian MacGregor à la tête du NCB (patronat des charbonnages) ; homme politique qui a fait ses preuves aux Etats-Unis en prenant des mesures drastiques pour stabiliser la situation financière, celui-ci se présente comme la seule personnalité à ne pas avoir peur de Scargill et capable de lui faire face. Il révisé totalement le plan du charbon de 1972 : il propose une restructuration complète du secteur de l'industrie du charbon, nécessitant la fermeture de 20 puits jugés non-rentables et la suppression de 20'000 emplois (sur 185'000) afin de réduire le déficit, payé par les subventions aux entreprises publiques, et de rendre le secteur minier viable¹⁷. Mais ce qui inquiéta fortement la direction du NUM, c'est les mesures d'accompagnement social proposées par le gouvernement : pas de licenciement sec, pré-retraite à 50 ans, indemnité de mobilité en cas de changement de lieu de travail et augmentation des salaires, prime pour départ volontaire¹⁸. Le NUM a peur de voir trop de départs volontaires ce qui provoquerait une diminution des effectifs et par conséquent une perte d'influence du NUM au sein du mouvement syndical et du parti travailliste¹⁹. La propulsion d'un homme comme MacGregor à la tête du NCB se présente comme un réel affront pour le NUM et pour un Scargill prêt à se battre contre la destruction de l'industrie du charbon, contre le démantèlement des services sociaux et contre un gouvernement jugé anti-démocratique. On comprend donc ce qui a provoqué l'affrontement des parties en présence : du côté du gouvernement Thatcher, c'est la nomination de MacGregor et avec lui la restructuration de l'industrie, les révisions de l'immunité des syndicats et du droit de grève ainsi que la création de réserve de charbon et la mise en place de systèmes permettant aux centrales de fonctionner avec du fioul. Du côté du NUM, c'est les nombreuses tentatives de grève générale et la volonté forte de passer à l'action.

La grève éclate donc en mars 1984 et va se poursuivre durant une année. La grève deviendra nationale sans recourir à un vote, ce qui conduira Scargill en justice. Des piquets de grève seront mis en place, comme lors des grèves de 72 et 74, afin de bloquer la situation électrique du pays, des affrontements violents entre la police et les forces de l'ordre se produiront, les négociations menées n'aboutiront jamais à un consensus. La situation des mineurs deviendra de plus en plus précaire; devant faire face au manque d'argent et au manque de nourriture, ils organiseront toutes sortes d'actions afin de résister, les femmes des mineurs s'organiseront pour la sauvegarde des emplois de leur maris²⁰. Cependant, certains mineurs, désespérés et souffrant des conditions très difficiles de la grève, retourneront dans les mines, créant une division au sein du mouvement. Une description plus détaillée des événements, des négociations et des affrontement, ne me semble pas nécessaire dans ce travail car ce n'est pas les événements de la grève en eux-mêmes qui vont être utiles pour comprendre l'opinion publique suisse, mais bien plutôt le contexte décrit plus haut ainsi que la dimension symbolique et idéologique que va revêtir cette grève.

2.2 La grève de 1984 : un symbole fort

Les moyens de pression des mineurs, comme nous l'avons vu avec les grèves précédentes, peuvent être très efficaces, cependant, le gouvernement avait pris les mesures nécessaires pour faire face aux manque de charbon, ce qui explique en partie la longueur de cette grève. Mais ce n'est pas l'unique

17 LERUEZ, Jacques, BURGI-GOLUB, Noëlle, « La grève des mineurs britanniques (mars 1984 – mars 1985) » in *Revue française de science politique*, 36ème année, No. 5, 1986, p.647.

18 GOUIFFÈ Pierre-François, *Margaret Thatcher face aux mineurs : 1972-1985, treize années qui ont changé l'Angleterre*, Toulouse, Privat, 2007, p.156.

19 LERUEZ, Jacques, BURGI-GOLUB, Noëlle, « La grève des mineurs britanniques (mars 1984 – mars 1985) » in *Revue française de science politique*, 36ème année, No. 5, 1986, p.647.

20 Le Temps Présent (TSR, Temps Présent, La grève la plus dure, 29.11.1984) décrit bien le climat et l'ambiance dans lesquelles la grève se prolonge. Je reviendrais sur cet aspect dans le chapitre 3.

facteur: en effet, la grève de 1984 renferme aussi l'espoir pour le mouvement ouvrier et syndical de faire face aux changements que les années 80' voient apparaître : néo-libéralisme, changements technologiques, restructuration industrielle, déclin du syndicalisme.

Cette grève se présente donc comme une réelle lutte des classes, elle est en quelque sorte un symbole de résistance, un étendard du mouvement ouvrier: la ténacité des mineurs est louée dans les milieux populaires de l'Europe entière. La préservation des emplois était certes la première revendication du mouvement, mais en réalité, c'était la culture et l'avenir des mineurs qui était en jeu: perdre cette grève signifiait perdre la culture des mineurs et plus généralement la culture ouvrière. Ce qui distingue fortement cette grève de celle de 1972 et 1974, c'est qu'elle s'inscrit dans un contexte où la mutation du travail commence à se ressentir, non seulement en Grande-Bretagne, mais en général dans tous les pays industrialisés d'Europe. Mutation qui a des conséquences très négatives pour les ouvriers, la sécurité de l'emploi est menacée; il s'agit pour eux de lutter pour leur place de travail. Lorsque les mineurs, démoralisés et vaincus, ont dû retourner, en mars 1985, dans les mines, ce fut un choc pour le mouvement ouvrier. Avant la grève Scargill parlait de disparition de l'industrie minière et de ses communautés, c'était un combat pour la dignité et contre l'affaiblissement du pouvoir des syndicats²¹. Cette grève fut un symbole du syndicalisme et du mouvement ouvrier, et nous allons essayer de voir comment elle a été ressentie en Suisse.

Cette grève se déroule dans le contexte de la situation économique probablement la plus grave qu'ait connu l'Europe après la fin de la deuxième guerre mondiale. Les médias britanniques ont principalement mis l'accent sur la violence du mouvement, ce qui explique peut-être une opinion publique britannique majoritairement opposée au conflit. Malgré la ténacité des mineurs et en raison des mesures prises par le gouvernement, la situation sur le plan de l'approvisionnement électrique du pays n'a jamais été paralysée ; la défaite des mineurs est indiscutable.

Il est donc, selon moi, crucial de comprendre que deux enjeux principaux apparaissent dans le contexte de cette grève : premièrement la place des mineurs, et plus généralement des ouvriers et des syndicats, dans le cadre d'une politique néo-libérale et anti-syndicale marquée. Et en second lieu le problème que posaient les changements technologiques pour le monde ouvrier. Cela est particulièrement fort en Grande-Bretagne où les syndicats représentaient une organisation extra-parlementaire très puissante et où la culture ouvrière était importante.

3. La grève de 1984 perçue en Suisse :

Il convient désormais, après avoir présenté le contexte et les enjeux de la grève, d'analyser comment elle a été perçue en Suisse. J'espère en effet avoir montré les éléments importants qui nous permettront de comprendre les prises de position des journaux, des partis, des syndicats, de l'opinion publique en Suisse.

3.1 les journaux romands et l'opinion publique

Étant donné qu'il ne s'agit pas d'un événement qui eut lieu en Suisse, il n'y eu pas de sondage, de votations, de réels moyens de « mesurer » l'opinion publique suisse. Il me fut donc difficile de rendre compte fidèlement de celle-ci à propos de cette grève si importante et particulière ; cependant, partant du constat que la population suisse, ne vivant pas le conflit, dû s'en faire une opinion (une représentation) par les journaux, je passerai, dans un premier temps, par le biais de la presse pour rendre compte de l'opinion publique suisse. Il faudra donc être prudent et ne pas tirer de conclusion trop hâtive, prendre en compte le nombre de lecteurs la vision la plus globale et précise,

²¹ GOUIFFÈ Pierre-François , *Margaret Thatcher face aux mineurs : 1972-1985, treize années qui ont changé l'Angleterre*, Toulouse, Privat, 2007, pp. 250-262

il conviendrait certes d'analyser les articles parus dans tous les journaux helvétiques ; je me suis limité toutefois à la *Gazette de Lausanne* et au *Journal de Genève* pour la presse « bourgeoise » romande et pour les journaux syndicaux je me suis principalement penché sur *La Lutte Syndicale*. Pour la presse suisse alémanique, je me suis limité à la *Neue Zürcher Zeitung*.

De manière générale, le *Journal de Genève* et la *Gazette de Lausanne* publient les mêmes articles, leur présentation du conflit paraît être relativement semblable. Ces deux quotidiens bénéficiaient d'un fort tirage et étaient lus par un relativement grand nombre de lecteurs et l'on peut les considérer comme représentatifs de la principale presse romande à propos de la grève. Durant le conflit, les articles restent relativement événementiels; en effet, la majorité se contentent de narrer les affrontements entre les mineurs et la police, soulignant le nombre de blessés par exemple. Comme il s'agit de deux quotidiens, les articles se basent sur quelques faits précis ou un événement important survenu la veille ; il est important de le relever car les articles des journaux syndicaux présenteront (on le verra) en revanche plus une réflexion globale sur les événements; la *Lutte Syndicale* notamment paraît à quinzaine et ne va donc pas revenir sur chaque détail de l'évolution du conflit. On peut dire par conséquent que la presse « bourgeoise » relate l'évolution du conflit de manière plus précise. Elle offre en quelque sorte un « compte-rendu » des tentatives de négociation, mais elle se contente, la majeure partie du temps, de citer les propos des acteurs (souvent Scargill, Thatcher ou MacGregor) sans prendre position. On remarquera que de nombreux articles insistent sur l'aspect illégal de la grève²² : en effet, il n'y eut pas de vote au sein des mineurs pour lancer la grève (55% des voix doivent être favorable à la grève pour qu'elle soit légalement lancée). Par conséquent, la question des « jaunes » -- les fameux mineurs qui ont décidés de ne pas prendre part à la grève et de continuer de travailler dans les mines -- et plus particulièrement les affrontements de ces derniers avec les piquets de grève, semble intéresser particulièrement les auteurs de ces articles.

Du dépouillement des articles de presse il ressort qu'une évolution des propos se produit en parallèle avec la prolongation du conflit; en clair, plus celui-ci dure, plus les auteurs des articles tendent à aborder plus précisément le fond du conflit en analysant les enjeux de la grève. Dans un article daté du 19 octobre 1984, intitulé *Mais pourquoi cette grève ?*, des explications plus précises sont données sur les enjeux du conflit, en relation avec le contexte que nous avons étudié²³. Il est significatif de relever ici que c'est seulement après sept mois de grève qu'un article se penche plus précisément sur les causes du conflit, ce qui paraît montrer que la longueur de celui-ci, en poussant les médias à s'interroger plus précisément sur les enjeux en présence, a joué un rôle important sur l'opinion publique. L'auteur de l'article va au-delà de la présentation simpliste du conflit et de ses raisons, en particulier celle de la fermeture, annoncée par le NCB, de 20 puits « non-rentables » et la suppression de 20'000 emplois. En effet, les articles précédents mentionnent cette décision comme cause du conflit, sans trop s'attarder sur les enjeux. L'article mentionne la volonté du gouvernement de « moderniser » l'industrie, assistée à l'époque par l'État, et la menace pour la sécurité de l'emploi que représente cette orientation. Il montre que la même chose pourrait se passer dans d'autres pays industriels et que les nouvelles technologies ainsi que la modernisation de l'industrie peuvent provoquer un changement sociétal fort : « ... il faut se demander si cet affrontement n'en préfigure pas d'autres du même type en Grande-Bretagne ou dans d'autre pays industriels. La sécurité de l'emploi devient en effet un peu partout la préoccupation dominante des organisations de travailleurs. (...) Il s'agit probablement d'un phénomène de société lié aux bouleversements

22 *Gazette de Lausanne, Le temps joue contre M. Scargill*, 21 juin 1984.

Journal de Genève, Grève des mineurs: vote national remis à plus tard, 13 avril 1984.

Journal de Genève, Grèves: le deuxième front, 12 juillet 1984.

23 *Gazette de Lausanne, MINEURS ANGLAIS Mais pourquoi cette grève?*, 19 octobre 1984.

structurels que connaissent les économies occidentales. bouleversements qui engendrent des mécanismes de défense : refus de changer d'emploi par crainte de quitter un univers où chacun avait conscience de sa place, de sa valeur et de ses racines ; refuge dans des attitudes extrémistes (de droite ou de gauche) ou sectaire. »

L'auteur, de l'article, Jasmine Audemars, met en avant les enjeux de la grève : bouleversements dans l'industrie (elle ne précise pas quels bouleversements...) qui menacent la sécurité de l'emploi et du coup provoquent chez les syndicats des réactions extrémistes. Elle comprend bien que l'identité, la culture, les valeurs des mineurs sont menacées, cependant elle ne parle pas de la perte de pouvoir des syndicats, ni de la politique anti-syndicale et de la situation plus que catastrophique dans laquelle se trouvent les mineurs. Il me semble que l'on perçoit bien la l'orientation « libérale » du journal : « selon eux (les mineurs), les emplois doivent être maintenus, quel qu'en soit le prix pour la collectivité »; le ton de l'article laisse supposer que la position des mineurs est jugée néfaste pour l'économie et le gouvernement. Et la fin de l'article montre clairement selon moi, que les mineurs sont allés trop loin : « Il faut même se demander si, à terme, ces mécanismes de défense ne risquent pas d'éroder le consensus social, économique et politique sur lequel ont reposé jusqu'ici les sociétés occidentales. Ces dernières, certes, ont connu maintes crises profondes, maints affrontement brutaux. Mais les adversaires savaient cesser les hostilités avant le point de non retour ».

On voit bien dans ce propos que la grève des mineurs serait une erreur, qu'elle aurait trop duré et que les affrontement brutaux devraient cesser au plus vite. Selon moi, pour plusieurs raisons, l'article ne prend pas de position claire mais indirectement soutient la philosophie libérale et témoigne d'une méfiance à l'égard des mineurs et de leur chef syndicaliste qui « utilise des méthodes illégales et antidémocratiques ».

On parle des changements qui bouleversent la société, mais sans vraiment, selon moi, prendre en compte la situation et le sort des mineurs : « En définitive, les problèmes que rencontrent actuellement les charbonnages britanniques et les mineurs ne sont pas ceux d'une activité en déclin, mais ceux d'une industrie qui est en pleine mutation technologique. L'électronique et l'automatisation de l'exploitation des mines sont en effet en train de bouleverser le métier de mineur, permettant à la fois une sécurité accrue, un rendement meilleur et une rationalisation de la production. »²⁴. On remarque les changements technologiques, on loue leur apports positifs (rendement, sécurité, rationalisation), on comprend que cela va changer le métier de mineur, mais on ne précise guère l'impact sur la profession : cette avancée technologique va fortement diminuer le nombre d'ouvriers requis²⁵, diminuant de fait le nombre de mineurs, l'importance du NUM et supprimant la culture des mineurs. On privilégie l'aspect économique, soulignant les aspects positifs et le caractère inévitable de cette restauration de l'industrie, mais peut-être parfois en négligeant les conséquences négatives pour le monde ouvrier. Une fois de plus on justifie les choix conformes à une orientation libérale.

Il serait très intéressant de voir quelles sources utilisaient ces journaux. En effet, une étude de la littérature secondaire émet l'hypothèse que si ce conflit (qui se présente comme une résistance à la restructuration, pour beaucoup inévitable, de l'industrie) a eu un tel retentissement en Grande-Bretagne et en Europe ce serait en partie à cause de la représentation qu'ont en fait les médias, étrangers notamment : « Ces derniers, suivant en cela la presse populaire britannique, n'ont-ils pas abusé du schéma simpliste qui consistait à présenter le conflit comme un duel de personnalités ou comme le choc de deux "radicalismes" ? »²⁶ Selon moi, cette hypothèse semble, en partie, se vérifier

24 Journal de Genève, *Charbon britannique, un brillant avenir*, 17 octobre 1984

25 WINTERTON, Jonathan, « The 1984-85 Miners' Strike and Technological Change », in *The British Journal for the History of Science*, Vol. 26, No. 1, Energy and Society, Mar. 1993, pp. 5-9.

26 LERUEZ, Jacques, BURGI-GOLUB, Noëlle, « La grève des mineurs britanniques (mars 1984 – mars 1985) » in *Revue française de science politique*, 36ème année, No. 5, 1986, p.646.

dans cette presse « bourgeoise » que sont *Le Journal de Genève* et *La Gazette de Lausanne*. Il se peut que cette presse romande se soit basée, en partie, sur la presse britannique (ce qui sera une des critiques des syndicats, comme nous le verrons), car l'opposition Scargill/Thatcher ressort plus d'une fois. L'article du 19 octobre 1984, par exemple, précise même que « le conflit, qui en s'éternisant est devenu un combat singulier entre le président des mineurs et le chef du gouvernement, se transformerait en crise nationale ». Les articles retranscrivent souvent les propos de ses deux personnalités et l'article annonçant la fin de la grève s'intitule : *M. Scargill a perdu la partie*²⁷. Il est important de relever cette opposition entre ces deux personnalités, car selon moi, cette représentation du conflit se fait parfois au détriment des mineurs et des enjeux de leur grève ; les lecteurs voient un conflit opposant deux « fortes têtes » sans forcément comprendre l'importance et les enjeux du mouvement, leur opinion sera par conséquent un peu biaisée. Cette représentation donne un aspect « télé-réalité » au conflit influençant de fait l'opinion publique suisse. De plus, les articles soulèvent souvent le côté « marxiste » de Scargill, terme qui à cette époque portait une connotation négative, ce qui a probablement joué en défaveur de ce dernier.

Cependant, si pour plusieurs raisons l'hypothèse de Burgi-Golub et de Leruez semble se vérifier, on ne peut pas dire que le conflit ait été présenté uniquement par cette opposition dans la presse romande; plusieurs articles en effet la dépassent pour approfondir les enjeux de la grève, notamment celui étudié plus haut, mais aussi l'article d'Antoine Maurice parut le 5 mars 1985²⁸.

Premièrement, l'auteur de l'article « condamne » la rôle des médias dans le conflit, ils l'auraient trop dramatisé « dans le duel singulier de deux meneurs d'hommes inflexibles : M. Scargill et Mme Thatcher ». Ceci déjà révèle un distance par rapport aux articles parus lors du conflit. L'article revient de plus sur la victoire de Madame Thatcher, qui en mettant un terme à cette grève, remporte une victoire symbolique positive pour le néo-libéralisme et que les milieux économiques « du monde entier » applaudissent. L'auteur insiste sur le fait qu'elle a réussi à renverser la tendance (celle des syndicats puissants, osant lancer des défis d'un telle ampleur; pour la première fois depuis longtemps, le gouvernement a enfin réussi à mettre à bas le puissant syndicat des mineurs. Mais l'aspect le plus important de l'article est probablement l'analyse de la défaite des mineurs et les conséquences pour le monde ouvrier. Pour l'auteur, les causes de cette échec sont multiples, cependant le degré de solidarité des autres syndicats et le degré de mobilisation « laissèrent constamment à désirer », ce qui montre bien une chose : cela est dû au fait que le type d'industrie que sont les charbonnages est sur le déclin. Mais le fait important que relève l'article, c'est que ce déclin provoque, dans toutes les sociétés occidentales « un recul du syndicalisme et de la solidarité ». C'est là un des enjeux majeurs du conflit, la place de l'ouvrier et des syndicats change, ceux-ci n'ont plus une position de force et ne jouent plus un rôle primordial en tant qu'acteurs du changement. Pour l'auteur, ce processus est indéniable et semble être inévitable ; l'auteur semble uniquement constater ce processus sans émettre un jugement de valeurs, cependant il termine en disant que la victoire de Mme Thatcher doit être relativisée, elle révèle plus qu'elle n'effectue un recul de la centralité ouvrière. La victoire du gouvernement Thatcher aurait été totale si son action avait été un agent plutôt qu'un révélateur du changement en cours. L'auteur semble le suggérer.

La perte d'importance des rapports de force entre partenaires sociaux de l'industrie est une conséquence indirecte du conflit présenté ici; au delà de ce dernier c'est d'un réel changement de la société qu'il s'agit. Selon l'auteur cela met un terme au syndicalisme et à la sociale-démocratie, laissant la place à d'autres affrontements que les gouvernements devront gérer. L'auteur selon moi soulève effectivement les points importants du conflit : il dénonce un changement important pour la société, un recul, en effet, de l'influence ouvrière et syndicale. On remarque qu'un tel article, mettant

27 *Journal de Genève*, *M. Scargill a perdu la partie*, 24 Janvier 1985

28 *Gazette de Lausanne*, *MINEURS ANGLAIS Le largage*, 5 mars 1985.

en exergue les enjeux de fond de la grève n'apparaît qu'une fois celle-ci terminée et ne serait jamais paru pendant les événements. Néanmoins, la question de la place des ouvriers dans un contexte de changement technologique et de mentalité n'est qu'effleurée, elle ne semble pas préoccuper l'auteur de l'article, contrairement aux journalistes de la *Lutte Syndicale*, mais cela est sans surprise.

En résumé, cette presse apporte une présentation détaillée des événements, avec parfois une place peut-être disproportionnée accordée à la violence et une simplification du conflit réduit à un affrontement entre les personnes de Scargill et Thatcher. Cependant, plus les mois passent, plus les propos semblent relever les questions de fond ainsi que les enjeux de la grève : changement de société, situation où la place des ouvriers et des syndicats est redéfinie et finalement déclin des conflits du travail. Il semble que malgré une certaine neutralité, cette presse bourgeoise, à plusieurs reprises, laisse entrevoir son obédience libérale, ne souhaitant nullement une victoire des ouvriers contre un gouvernement néo-libéral : il n'y a pas de propositions de dons et d'encouragement à la solidarité. L'opinion publique suisse a probablement été influencée par ces articles, il s'agit en effet de quotidiens à large diffusion et largement lu. Je noterais, pour terminer, qu'aucun article ne parle précisément des tactiques mises en œuvre soit par le gouvernement, soit par le NUM pour remporter le conflit : satisfaire plus de la moitié des mineurs (grâce à divers mesures d'accompagnement) afin d'éviter un vote positif en faveur de la grève nationale, radicalisation du NUM. Ces stratégies ne ressortent qu'après le conflit dans les études de la littérature secondaire, les journalistes n'ayant probablement pas accès aux sources (qui d'ailleurs n'en étaient pas encore) et n'ayant pas les moyens ni la possibilité de mener des études approfondies.

3.2 Et du côté suisse-alsacien ?

Afin de rendre compte de l'opinion publique suisse, il est nécessaire de regarder ce qu'en ont dit les journaux alsaciens. En effet, on peut se demander s'il y a des différences d'opinion, de point de vue, de positions entre la presse romande et alsacienne. Je me suis concentré sur le journal de Zürich, la *Neue Zürcher Zeitung*, car il s'agit d'un journal qui propose des articles renseignés, il dépasse une simple présentation des faits en proposant une analyse²⁹. De plus, la *NZZ* est un quotidien qui était déjà lu par un grand nombre de personnes ; cependant il s'agit d'un lectorat en partie intéressé par l'économie, la finance et la politique. La recherche des articles étant fastidieuse, car pas informatisée (pas de recherche par mot-clé possible), je me suis limité à quelques mois, ceux d'octobre, novembre et décembre. Cela m'a semblé judicieux car la grève était déjà lancée depuis plusieurs mois et la situation très difficile des mineurs en hiver a particulièrement fait écrire (du moins dans les autres journaux étudiés).

De manière générale, les articles sont relativement précis et semblent être bien documentés, les stratégies et les rapports (parfois douteux) entre le syndicat et le Parti Travailleur sont analysés. Cependant, malgré une analyse précise des démêlés politiques et des événements, on sent que le journal véhicule une certaine idéologie libérale. Comme nous l'avons vu dans le contexte, cette grève était un symbole de résistance contre un recul des syndicats et pour le maintien d'un mouvement ouvrier fort, mais aussi (de l'autre côté) une lutte pour la libéralisation de l'économie et contre un mouvement ouvrier puissant. Pour cette deuxième raison, les milieux économiques avaient des raisons de soutenir le gouvernement Thatcher, et dans ce sens, il me semble que le ton parfois dépréciatif de certains articles montre que la *NZZ* est relativement proche des milieux de l'économie suisse. De plus, de nombreux articles mettent l'accent sur les méthodes illégales de Scargill et de ses démêlés avec la justice³⁰; nous verrons que cet aspect-là n'apparaît jamais dans la

29 <http://nzzmediengruppe.ch/unternehmen/>

30 *Neue Zürcher Zeitung*, *Scargills Konfrontation mit des Justiz*, 11 octobre 1984

presse syndicale, car cela ne joue pas en faveur du mouvement des mineurs. Dans un article du 3 octobre, ce ton dépréciatif ressort particulièrement, lorsqu'il parle de Kinnock, qui est le président du Parti Travailleiste durant les événements de 1984-1985³¹; l'auteur dit ceci (traduction) : « Kinnock est du côté des mineurs sans réserve. La violence des mineurs, il s'est contenté de la condamner dans une seule phrase (subordonnée) alors qu'il a abondamment condamné la prétendue violence du gouvernement. Mais il n'a biensûr proposé aucune proposition propre pour cela (pour régler le conflit). Il a mit toute la responsabilité du conflit sur le dos du gouvernement. »³². Il est permis d'affirmer que se révèle ainsi une position favorable au gouvernement et un ton vis-vis de Kinnock et des mineurs relativement dépréciatif ; la violence du gouvernement est « prétendue » et il est relevé que le chef Travailleiste ne propose rien pour améliorer la situation.

Nous ne formulons pas ici une critique de la presse zürichoise prétendument contre les mineurs, mais du constat de propos qui défendent le gouvernement britannique et qui ne sont pas neutres selon nous. Mais cela s'explique bien par le contexte que nous avons étudié: le gouvernement Thatcher défend des valeurs probablement partagées par les milieux économiques suisses (dont la *NZZ* n'est pas si éloignée): privatisation de l'industrie, limitation de l'interventionnisme de l'État dans l'économie, non régulation de l'économie.

Cela dit, les articles de la *NZZ* restent bien fouillés et précis. Et comme pour la presse romande, aucune demande de dons, de sollicitation de la solidarité n'est proposé. Cependant, il apparaît que les article provenant de la *NZZ* dépassent la présentation simpliste Scargill contre Thatcher et offrent les clés de compréhension des alliances et des stratégies tant du côté du NUM que de celui du gouvernement.

Je me permets de relever l'aspect quelque peu hypothétique de mes propos; en effet le nombre d'articles n'est pas du tout assez large pour prétendre retranscrire fidèlement les propos et la position de la *NZZ*. De plus, cette analyse ne représente qu'une partie de l'opinion suisse-alémanique, car bien que passablement lue, la *NZZ* n'est qu'un pan de la presse alémanique. Néanmoins, la position des milieux de l'économie me semble (sans surprise) relativement claire, vu les enjeux de cette grève. L'analyse des quelques articles de la presse zürichoise l'atteste.

Comme je l'ai montré dans le contexte, les divers changements que voient apparaître les sociétés industrielles occidentales provoquent une certaine mutation du travail³³, et cela semble se constater dans la représentation des ouvriers que donne la presse romande bourgeoise et la *NZZ* ; le caractère relativement violent du mouvement ouvrier et son radicalisme semblent être mis en avant de manière récurrente.

3.2 Le Temps Présent

Le reportage de la TSR, Temps Présent, au sujet de la grève apporte une vision du conflit très différente de celle perçue dans les journaux. Étant donné qu'il s'agit d'une source audio-visuelle, les enjeux sont différents. En effet, de nombreuses personnes sont interviewées, principalement des mineurs et des femmes de mineurs et cela change radicalement par rapport aux explications que l'on peut voir dans les journaux. Ce reportage montre de manière très vivante la vie des mineurs, les enjeux pour ces derniers, la pauvreté et la situation de misère est filmée ; cela donne un aspect plus concret et émotionnel au reportage. La situation des mineurs est vraiment vécue par le télé-

Neue Zürcher Zeitung, *Scargills mit des Justiz*, 4 Octobre 1984

Neue Zürcher Zeitung, *Scargills Konfrontation mit des Justiz*, 4 décembre 1984

31 BECKETT Francis, HENCKE David, *Marching to the fault line : the 1984 miners' strike and the death of industrial Britain*, London, Constable, 2009, pp. 115-120

32 Neue Zürcher Zeitung, *Teure Arbeitslose*, 3 Octobre 1984

33 WINTERTON, Jonathan, « The 1984-85 Miners' Strike and Technological Change », in *The British Journal for the History of Science*, Vol. 26, No. 1, Energy and Society, Mar. 1993.

spectateur; de plus avec la musique et le suivi dans son quotidien d'un mineur, on sera davantage touché par la situation des gens concernés en voyant ce reportage qu'en lisant les articles de presse qui décrivent parfois de manière très « froide » les événements. Il s'agit en outre probablement d'une émission visionnée par un grand nombre de personnes, ce qui a probablement joué un rôle très important sur l'opinion publique suisse (surtout que le reportage est paru en hiver, lorsque la situation était particulièrement difficile)³⁴. Face à un reportage de la sorte, nous faisant vivre la misère des mineurs, la vision critique que pourrait avoir le télé-spectateur peut être moins aigüe: j'ai lu le commentaire d'une personne qui, à la fin du reportage, a eu les larmes aux yeux, cela montre bien que cette source a probablement touché l'opinion publique suisse différemment que la presse.

3.3 La presse syndicale et « révolutionnaire »

Afin de rendre compte de la position des syndicats, de la vision du conflit qu'ils donnaient, afin de voir s'ils prenaient position et organisaient des actions de solidarité et surtout afin de comprendre pourquoi, les articles de la *Lutte syndicale* sont très précieux. Contrairement à la presse « bourgeoise » romande et zurichoise, cette presse est bimensuelle, les articles ne vont donc pas s'attarder sur l'événementiel, mais vont plutôt proposer une réflexion sur l'évolution du conflit. Il s'agit d'une presse engagée, plus virulente et les positions sont, cette fois, clairement prises. Cette presse n'est donc pas très utile pour comprendre ce que les gens avaient à disposition au *jour le jour* pour se faire une opinion sur le conflit, mais elle offre néanmoins beaucoup d'autres informations que nous allons analyser maintenant. Contrairement à la *NZZ*, je pense avoir tous les articles de ce journal concernant le grève des mineurs britanniques, ce qui me permet de retranscrire plus ou moins fidèlement ses propos et de tirer des conclusions moins hasardeuses.

Les articles recueillis dans la *Lutte Syndicale* sont très critiques vis-à-vis du gouvernement Thatcher, les méthodes de ce dernier sont fortement dénoncées : « Les contributions de l'État sous forme de contributions scolaires, d'allocations pour les enfants, d'indemnité de chômage ont été supprimées. Il s'agit de faire plier l'échine aux travailleurs et aux syndicats, de les affamer. »³⁵.

Le ton est donné, on se met du côté des travailleurs, le gouvernement abuse et est le responsable de cette situation, les mineurs sont considérés comme des « frères » qu'il faut soutenir. Lorsque les articles parlent de la situation économique, ils disent que, malgré la situation fragile du charbon et les puits « non-rentables », l'on a encore besoin du charbon et « que si l'on répartissait le travail sur d'avantage de personnes en introduisant la semaine de quatre jours et en abaissant l'âge de la retraite, comme le propose le syndicat des mineurs britanniques NUM, on permettrait à des milliers de travailleurs de garder leur travail. »³⁶. On se retrouve donc face à une idéologie complètement opposée à celle du gouvernement britannique (et la *NZZ*) : c'est la collectivité qui importe, le soutien et la solidarité, et non la liberté, l'initiative, la responsabilité individuelles et le libéralisme. Et le gouvernement et les mineurs représentent les porte-étendard qui se produit tant dans les régions minières de Grande-Bretagne que dans la presse suisse. Les auteurs de la *Lutte Syndicale* se rendent compte de l'importance et des enjeux du conflit : « il s'agit de montrer au gouvernement de la « dame de fer », qui veut briser ce qu'il appelle le « pouvoir des syndicats » en Grande-Bretagne, qu'il ne peut pas sacrifier tout simplement sur l'autel de « l'assainissement économique » des régions ou des groupes de population tout entiers »³⁷. Les mineurs anglais subissent (rappelons-le) une politique anti-syndicale forte, et cette tendance pourrait se propager dans l'Europe entière, la

34 TSR, Temps Présent, La grève la plus dure, 29.11.1984.

35 La Lutte Syndicale, *De la houille aux montagnes grisonne*, 5 septembre 1984, rubrique : Le bras de fer des mineurs avec la « dame de fer ».

36 Ibid.

37 Ibid.

presse syndicale le sait et défend du coup les valeurs et la culture des mineurs afin de lutter contre cette tendance potentiellement négative pour le monde ouvrier européen dans son ensemble.

Les auteurs de *La Lutte Syndicale* perçoivent que l'issue du conflit sera très déterminante et marquera un tournant dans le monde ouvrier et syndical (surtout si les mineurs se voient vaincus), c'est pourquoi ils soutiennent de manière très claire le mouvement en proposant aux lecteurs d'aider les mineurs en faisant un don. Ils dénoncent la politique de Mme Thatcher et celles des politiciens de droite (en Suisse) qui « étouffent » les syndicats dans le soit-disant intérêt de l'économie. Selon eux, cela va provoquer une augmentation du taux de chômage déjà croissant : « Les politiciens de la droite et de l'ordre n'ont encore jamais eu à souffrir du chômage »³⁸. La situation est vraiment critique en Grande-Bretagne et les syndicalistes se doivent d'aider les mineurs qui subissent de plein fouet ce climat de changement. Cette presse syndicale offre, bien évidemment, une autre vision des ouvriers, elle les présente comme étant courageux et braves; ils subissent le chômage et une situation très difficile et ils continuent de se battre pour leur droit. C'est une vision bien différente de celle proposée par la presse quotidienne romande.

Un autre aspect qui ressort de ces articles, c'est une critique forte de la presse « bourgeoise » qui encouragerait le gouvernement Thatcher en pensant que cette restructuration est positive pour l'économie mais ne prend pas un compte le chômage et les difficultés qu'il engendre. « Les comptes-rendus rapportés par la presse « indépendante » de notre pays sur la grève des mineurs avaient de nombreux points communs : commentaires reflétant souvent la haine (des classes?), informations tronquées. (...) Leitmotiv des reproches adressés aux mineurs : comment s'opposer à la fermeture "inévitables de puits non rentables" ? »³⁹. Ensuite l'article dénonce tout ce que la presse n'a pas dit : la politique pronucléaire et propétrolière du patronat, la mise à genoux du NUM, l'explication du terme « rentable », le point de vue du NUM qui prend en compte les coûts sociaux liés au dépérissement de régions entières dues à la fermeture des puits. Bref la critique est forte, la presse n'aurait pas présenté les réels enjeux et aurait offert, en mettant en avant violence et haine, une vision biaisée de la grève. Cependant cet article, comme pour la presse romande, est paru après la grève; les critiques et les réflexions de fond, semblent une fois de plus, apparaître après la conclusion du conflit. *La Lutte Syndicale* critique la presse, car elle aurait joué en défaveur des ouvriers et du monde syndical en général.

Cette presse a compris l'importance du mouvement pour le syndicalisme européen : « Licenciements, restructurations, crise : voilà des années que les nouvelles funestes déferlent sur un monde économique et politique de plus en plus effaré par une évolution socio-technologique menaçant d'ébranler les piliers les plus fonctionnels – et naguère encore les plus stables – de cette société moderne et industrialisée »⁴⁰. Les enjeux sont bien définis pour le monde syndical et ouvrier : pour les auteurs de *La Lutte Syndicale*, notamment Vasco Pedrina, ces changements doivent servir les travailleurs : « Il est temps que nous écrivions une autre histoire et un autre avenir. Technologie nouvelles et modernisation doivent être au service des travailleurs et non pas l'inverse »⁴¹. Il faut lutter contre une « stagnation » des syndicats.

J'ai comparé les articles trouvés dans *La Lutte Syndicale* avec ceux parus dans l'organe bimensuel du Parti Socialiste Ouvrier (PSO) et de la section suisse de la IV^{ème} Internationale (la ligue marxiste révolutionnaire) qu'est *La Brèche*. Les propos sont relativement semblables, soutien nécessaire pour les mineurs que représentent les leaders du syndicalisme (et qui risquent d'être anéantis) et créations d'actions de solidarité. Cependant, les articles semblent être plus virulents encore que ceux de la

38 *La Lutte Syndicale*, *De l'aide pour l'hiver*, 5 décembre 1984

39 *La Lutte Syndicale*, *Honneur aux mineurs britanniques*, 3 avril 1985

40 *La Lutte Syndicale*, *Société moderne en crise : l'adieu au syndicalisme ?*, 13 mars 1985

41 *La Lutte Syndicale*, *Honneur aux mineurs britanniques*, 3 avril 1985

Lutte Syndicale, ils parlent à de nombreuses reprises de lutte des classes et de lutte contre le capitalisme (deux termes qui n'apparaissent pas ou très rarement dans la *Lutte Syndicale*). On sent bien, à mon sens, à travers les articles qu'il s'agit d'un organe politique d' « extrême gauche » : « Le débat autour de l'alternative du NUM le montre clairement : il est possible de sortir de la logique capitaliste du profit et d'y substituer une autre logique, plus avantageuse pour la société : la logique socialiste basée sur la satisfaction des besoins sociaux. C'est une question de volonté politique. »⁴². Le ton est différent, très engagé, unilatéral et endoctrinant : il s'agit d'un journal d'intellectuels très engagé et non d'un organe de travailleurs et cela se ressent à travers les articles, le ton et le champ lexical. Ils critiquent la gauche britannique (notamment Kinnock) de ne pas avoir soutenu (plus que verbalement) la grève générale. Pour *La Brèche*, Kinnock et son parti n'auraient pas soutenu concrètement le mouvement par peur de renverser le gouvernement Thatcher et de devoir gérer, eux, la crise. On comprend bien que nous avons à faire à des intellectuels de la « gauche de la gauche », voulant une victoire des mineurs sur un gouvernement « capitaliste » qui va à l'encontre de leur idéologie : « le but réel poursuivi par le gouvernement et la direction des mines, c'est de briser le syndicat des mineurs et, à travers lui, le syndicalisme de combat en Grande-Bretagne. C'est dire l'importance et l'urgence de la solidarité internationale »⁴³. Il faut défendre le « syndicalisme de combat », pour l'auteur de l'article; le terme montre bien l'idéologie de l'organe, la presse syndicale n'utilise pas ce genre de terme. La suite de l'article fait un compte-rendu des fonds récoltés lors d'une tournée de solidarité; les résultats démontrent qu'une partie de la population suisse a assisté à la tournée et a soutenu les mineurs⁴⁴. La ville qui fut la plus généreuse est la Chaux-de-Fonds : cela n'est pas étonnant, la ville de la Chaud-de-Fond fut confrontée aux mêmes problèmes que les mineurs britanniques; l'avancée technologique a provoqué une crise horlogère forte, entre les années 70' et 80' qui mirent en crise l'industrie horlogère suisse. Cette ville ouvrière, avec une culture syndicale forte, s'est sentie concernée et a, par conséquent, fortement soutenu (financièrement) la grève.

3.4 Comité de soutien : les syndicats sont-ils solidaires ?

Les résultats publiés par *La Brèche* montrent que la ville de Genève a, elle aussi, bien soutenu le mouvement britannique; il convient donc désormais de voir si les syndicats, et principalement les syndicats genevois, ont agi par rapport à cette grève et comment. Les archives de l'Union des Syndicats du Canton de Genève (USCG), nous donnent, en effet, des renseignements précieux sur les réactions et les actions des organisations syndicales genevoises mais aussi suisses.

Premièrement, la grève des mineurs de 1984 a engendré la création, en octobre 1984, d'un comité de soutien aux mineurs britanniques⁴⁵. Ce comité fait partie de « solidarité avec les mineurs britanniques » qui est une organisation suisse, créée avant octobre 1984. Il intéressant de noter que ce comité est formé de plusieurs organisations : Syndicats du Livre et du Papier, Union des Lithographes, Confédération Romande du Travail – fonction publique, Fédération des Syndicats Chrétiens, Syndicats du bois et du Bâtiment, Syndicat des Services Publics VPOD, Parti Socialiste Ouvrier, Pour le Communisme. Cela montre bien l'intérêt porté à cette grève: il y a des syndicats de plusieurs horizons et des organisations politiques. « Les militants du comité ont bénéficié presque toujours d'un excellent accueil au sein du mouvement ouvrier et populaire »⁴⁶, cela nous donne un information très utile sur l'opinion publique suisse : les ouvriers ont compris le mouvement et l'on

42 *La Brèche, l'alternative des mineurs britannique*, 2 février 1985

43 *La Brèche, Tournée de solidarité avec les mineurs Britannique*, 19 janvier 1985

44 Voir annexe A.

45 Archive du « Comité de Soutien aux Mineurs Britanniques » : Dossier contenant bilan, procès-verbaux et communiqué de presse du Comité. Janvier 1985, p. 1

46 Idib.

soutenu. Les archives de l'USCG nous informent qu'il y eu une communication entre le comité de soutien et le NUM, afin d'organiser des rencontres, des réunions avec des mineurs du NUM, des conférences avec des femmes de mineurs⁴⁷. Ces meetings et réunions furent, nous l'avons vu, bien reçus mais nous ne disposons pas d'information sur le nombre de personnes assistant à ces réunions. Cependant, ces divers actions organisées (meetings, récoltes de fond, propagandes, campagnes de presse, stands, récoltes d'habits, accueils d'enfants de mineurs...) montrent bien qu'il y eu une forte volonté de soutien de la part des syndicats.

La raison est simple, comme nous l'avons vu dans le contexte: ce conflit se présente comme un élément « déclencheur » qui eut des répercussions fortes pour l'Europe entière, le comité l'avait très bien compris : « L'issue de la lutte des mineurs anglais sera capitale pour la classe ouvrière européenne toute entière. L'attitude intransigeante de la dame de fer est l'objet de l'attention des dirigeants européens, confrontés aux mêmes problèmes de crise économique. »⁴⁸. La restructuration de l'industrie du charbon est critiquée, mais c'est surtout la volonté du gouvernement de « mâter le mouvement ouvrier en général ainsi que ses organisations syndicales »⁴⁹ et les moyens utilisés pour briser la grève qui « révolte » le comité. La suppression des allocations pour les grévistes, la pression sur les médias pour que le « black-out soit fait sur la situation » et la répression massive serait autant de manœuvres inadmissibles du gouvernement Thatcher pour briser le syndicats.

On voit bien que les actions syndicales ont été nombreuses afin de soutenir le mouvement, les raisons apparaissent clairement aussi. Il est intéressant de constater que le soutien syndical en Grande-Bretagne était (par rapport à celui en suisse) très faible; peu de syndicats Britanniques en effet ont réellement soutenus la grève. La situation particulière en Angleterre en est probablement la cause: l'opinion publique très hostile au mouvement des mineurs, les changements du NUM, une situation économique catastrophique.

Le fait qu'un comité de soutien soit organisé et qu'il reste permanent montre bien que ce conflit comportait un enjeu important et qu'il fut un symbole fort. Il serait intéressant d'analyser les dissensions au sein de la gauche concernant cette grève. En effet, la LMR luttait pour que les mineurs remportent la grève coûte que coûte afin de renverser le gouvernement « capitaliste » alors que d'autres, plus modérés voyaient bien que la décision du gouvernement était inéluctable, que le charbon (pour des raisons écologiques et économiques) était dépassé. Ceux-ci pensaient que le NUM devait mettre un terme à la grève, à la situation catastrophique des mineurs, car les revendications étaient dépassées, qu'il était inutile de persister et que la stratégie du syndicat n'était pas la bonne.

Conclusion :

La grève des mineurs britanniques s'inscrit dans un contexte très particulier. Alors que l'Angleterre était un leader dans le monde de l'industrie et du syndicalisme, l'arrivée de Madame Thatcher au gouvernement annonce un changement radical. La situation économique du pays, alors catastrophique, ainsi que la situation économique du charbon, pousse le gouvernement à mener une restructuration de l'industrie. Les changements technologiques provoquent une mutation du travail

47 Archive du « Comité de Soutien aux Mineurs Britanniques » : Correspondance de l'USS au comité de soutien. Genève, 17 Octobre 1984

Archive du « Comité de Soutien aux Mineurs Britanniques » : Meeting de soutien à la grève des mineurs de Grande-Bretagne. Genève, décembre 1984

48 Archive du « Comité de Soutien aux Mineurs Britanniques » : Lettre du Syndicat Suisse des Services Publics aux organisations syndicales du canton de Genève. 16 novembre 1984.

49 Archive du « Comité de Soutien aux Mineurs Britanniques » : Livret d'information : *140'000 mineurs en grève depuis mars '84 POURQUOI ?*

qui menace fortement l'emploi des ouvriers. De plus, la politique néo-libérale de « la Dame de fer » se présente comme le fer de lance d'une idéologie anti-syndicale. La grève de 1984 marque un réel changement, les revendications ne sont plus de l'ordre des conditions de travail mais de l'ordre du travail lui-même. Il s'agit de problèmes qui préoccupent tous les pays industrialisés, la grève des mineurs se fait sous les yeux tant des milieux économiques mondiaux que sous les yeux du monde ouvrier. L'issue du conflit, on le comprend bien pourrait avoir des influences sur l'Europe entière. La décision du NCB était perçue comme inévitable, on a reproché aux mineurs de se battre contre un processus inévitable.

Ce conflit extrêmement long, car chargé, du côté du gouvernement comme du côté du NUM, de deux idéologies fortes, fut bien évidemment médiatisé. En Suisse, la presse dite « bourgeoise », notamment *Le journal de Genève* et *La gazette de Lausanne* reste relativement neutre, bien que, en mettant souvent en avant la violence du conflit, elle semble justifier parfois les mesures prises par le gouvernement. Cependant, principalement au terme du conflit, elle fait ressortir les enjeux réels que posent ces changements forts pour la société. La *Neue Zürcher Zeitung*, proche des milieux de l'économie et de la politique propose des articles fouillés, analyse plus précisément les stratégies. La plupart des milieux économiques félicitant la décision et la politique de Madame Thatcher, la *NZZ* laisse apercevoir une idéologie libérale en accord avec celle du gouvernement.

De son côté, la presse syndicale, par des articles très engagés, critique les stratégies du gouvernement, les changements de technologies doivent servir les travailleurs, il faut donc soutenir, par diverses actions le mouvement du NUM. De plus, du côté syndical, la presse « indépendante » sera très critiquée, elle présenterait un conflit biaisé et ne montrerait pas les enjeux pour le monde ouvrier qui se retrouve devant un taux de chômage en augmentation. Selon l'organe du Parti Socialiste Ouvrier, la grève se présente comme une réelle lutte des classes, il faut donc qu'elle aboutisse afin de lutter contre la direction « capitaliste » qu'empruntent les gouvernements. Cependant, il est difficile de rendre compte fidèlement de l'opinion publique suisse, car les journaux syndicaux et *La Brèche* sont beaucoup moins lus que la presse romande « indépendante », néanmoins, la population suisse a quand même soutenu le mouvement en récoltant plus de 120'000 francs. Certaines villes, telle que la Chaud-de-Fonds, vivant les mêmes problèmes et ayant une culture syndicale forte, se sont particulièrement senties concernées par cette grève. De plus, les syndicats ont créé un comité de soutien et organisé des actions de toutes sortes afin de faire connaître les enjeux du conflit pour le monde ouvrier et syndical, mais aussi pour récolter des fonds. L'opinion publique suisse ne peut pas être comprise sans prendre en compte le contexte de la grève de 1984. Les changements technologiques provoquent des conséquences importantes pour le monde du travail, le travail change, les syndicats subissent un fort recul. Les pays européens se trouvent face à un changement de société qui provoque des nouveaux problèmes qu'ils ne savent gérer. La grève de 1984 se présente comme le symbole de ce tournant de l'industrie, la culture minière a été battue et cette grève eut des conséquences très importantes pour l'Angleterre. Les syndicats et les milieux économiques suisses l'avaient compris, cela explique les prises de position et les actions que l'on a étudiées dans ce travail.

Annexes :

A: Extrait de l'article de la brèche du 19 janvier 1985 : *Tournée de solidarité avec les mineurs Britannique.*

